

C'est en parcourant les colonnes du journal intégration de ce lundi 06 novembre que nous avons retrouvé l'interview accordée par l'homme politique Garga Haman Adjì à l'émission « La grande interview » présentée par Jean Bruno Tagne. Président de l'ADD (Alliance pour la Démocratie et le Développement) et ancien ministre de la fonction public, Garga Haman Adjì répondra sans complexe aux questions du journaliste portant sur la crise anglophone.

**Question : Après avoir écouté les personnalités anglophones que vous avez rencontrées. Comment pouvez-vous résumer l'essentiel de leurs revendications ?**

**Garga H. Adjì :** En fait, il y a des revendications et il y a des contestations. Quand ils parlent par exemple de marginalisation. C'est un constat. Et je l'ai constaté moi aussi. Il y a le fait qu'ils se sentaient envahis par les francophones. Je donne un exemple. On venait d'envoyer des auditeurs de justice. Sur huit envoyés, sept étaient francophones. L'ensemble des préfets dans le Nord-ouest étaient tous francophones à l'exception de un ou deux. Comme ils sont devenus sensibles à l'extrême, ils observent ça à la loupe. Sur le plan éducatif, ils m'ont dit qu'ils sont en train de craindre d'être phagocyté par le système francophone. Et qu'ils n'ont jamais eu de ministre de l'Education anglophone. Si au moins il y avait un secrétaire d'Etat anglophone à l'Education (Enseignement supérieur ou secondaire), on aurait pu tenir compte de certains des aspects de l'éducation à l'anglaise. Et les deux systèmes éducatifs auraient pu être complémentaires.

**Question : Une mission conduite par le Premier ministre est descendue à nouveau dans le Sud-Ouest et Nord-Ouest et dans certaines localités, ça ne s'est pas bien passé. Est-ce que cette défiance vous surprend ?**

Garga H. Adjì : Ça ne me surprend pas du tout. Je vous ai dit qu'il y a des gens qui ont des positions arrêtées, qui ne veulent pas sentir x ou y dans ce gouvernement. Et tant que ces x ou y seront dans le gouvernement, ils ne viendront pas. Beaucoup m'ont dit qu'il y en a à qui ils n'ont aucune confiance.

**Question : Pour vous, qui sont ceux qui sont discrédités aux yeux de la population ?**

Garga H. Adjì : Je ne peux pas vous dire... Le Président est au courant. On ne peut pas avoir un commissaire spécial et la DGRE (la direction générale des renseignements extérieurs) et ne pas être au courant. Attendons.

**Question : Justement, d'aucuns pensent que la crise dans les régions anglophones est**

---

**aussi la faillite des services de renseignement. Visiblement on n'a pas vu venir les choses...**

Garga H. Adjii : Non, ce n'est pas la faillite des services de renseignement. La persistance de la crise anglophone est due à la nature du président de la République. Le président n'aime pas travailler sous pression. Et tant qu'il y aura pression, il ne fera rien. Il est comme un cheval rétif. Le jour où l'on restera un ou deux mois dans le calme, je vous jure, la crise sera résolue.

**Question : Est-ce que c'est donc possible ?**

Garga H. Adjii : Quand il y a un conflit, il ne faut pas que chacun sorte ses griffes. Parce qu'à ce moment-là, il n'y aura pas de dialogue. Le mot dialogue est même aujourd'hui galvaudé. Quand vous dites que les services de renseignement ont échoué, je dis non. L'échec vient de l'application de la constitution de 1996. Parce que ce qu'ils m'ont demandé, c'est l'autonomie des régions. Et ces régions sont dans la constitution. Si les fonctionnaires de Yaoundé avaient bien voulu faire leur travail, ils auraient proposé au Président de la République ce que peuvent devenir les régions. Parce qu'il faut déterminer leur nombre, leur territoire, les pouvoirs et les ressources qui leur seront dévolus.

**Question : Que pensez-vous de l'idée de la création d'un comité national de conciliation sur le modèle de ce qui a été fait en 1990 pour résoudre le problème ?**

Garga H. Adjii : Dès qu'on part avec des prérequis, le problème est faussé. On ne doit pas prendre un modèle qu'on va imposer à une réunion. C'est la réunion elle-même qui doit définir ses modes de travail et circonscrire les matières sur lesquelles elle va travailler. A ce moment-là, les parties vont arriver à un accord.

**Question : Est-ce que l'élite au pouvoir a raison de dire qu'il n'y a pas de débat sur la forme de l'Etat ?**

Garga H. Adjii : Quand on dit forme de l'Etat, ça ne veut pas dire forcément un Etat fédéral. Ça peut-être un Etat national avec des régions.

**Question : Est-ce qu'on peut en débattre quand même ?**

Garga H. Adjii : Tant que vous ne le ferez pas, le problème anglophone ne sera pas résolu. Ils veulent des régions autonomes. Et puis, c'est même bon. Il faut que les Camerounais soient responsabilisés dans la gestion de leurs affaires. Qu'il y ait une juste répartition des ressources et une émulation entre les régions. Les gens doivent être libres de discuter, on voit là où ils ont raison et on en tient compte.